

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-civils-complices-de-la-dictature-argentine-devant-la-justice>

Procès à Córdoba d'ex juges et procureurs

Les civils complices de la dictature argentine devant la justice

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Date de mise en ligne : mardi 12 avril 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La responsabilité des juges et des procureurs qui ont agi pendant la dictature argentine commence à se faire jour après la première vague de condamnations des militaires au pouvoir.

C'est bien d'une dictature civilo-militaire dont il s'agit, et comme [El Correo](#) le soulignait récemment, la justice, au fil des enquêtes et des procès impliquant des membres de l'armée, de la police... découvre une vérité plus criante. Les fonctionnaires, les entreprises, les personnalités du monde économique et financier...nombreux ont été complices.

Ainsi à Cordoba, ont été entendus ces jours-ci par la Cour d'Appel les avocats des ex procureurs Alí Fuad Alí et Antonio Cornejo et de l'ex juge Miguel Puga. Tous se retrouvent aujourd'hui sur le banc des accusés pour ne pas avoir enquêté sur les tortures aux quelles furent soumises trente personnes détenues à la UP1, et qui ont été assassinés entre avril et octobre 1976.

Les avocats des accusés évoquent la prescription estimant qu'il n'y a pas de qualification pénale comme délit de crime contre l'humanité ce qui empêcherait la prescription. Des arguments rejeté par le procureur Carlos Gonella citant le Statut de Rome sur la Cour Pénale internationale, qui réglemente les crimes contre l'humanité, abordant la responsabilité des fonctionnaires de l'Etat qui ont toléré ou collaboré à l'exécution de ces crimes.

« Nous parlons du même phénomène que pour les crimes commis à l'unité 9 de la Plata ou à Margarita Belén », a expliqué Gonella se référant au cas de prisonniers politiques fusillés dans le cadre d'un système de répression institutionnalisé avant le Coup d'Etat. La responsabilité des magistrats a été soulevée l'an dernier dans le procès pour la cause UP1. Plusieurs témoins ont déclaré avoir dénoncé à l'époque devant des juges fédéraux une série de menaces de morts et violences survenue à la D2 de Córdoba.

Tous les emprisonnements et génocides qui ont été commis n'auraient jamais pu l'être sans la complicité des secteurs de la justice, a souligné le procureur. La participation des deux ex magistrats est liée causa Juan Miguel Ceballos, entre les mains du procureur fédéral Gustavo Vidal Lascano, après le désistement de Graciela López de Filoñuk, Enrique Senestrari et l'ex juge fédéral Cristina Garzón de Lascano, pour amitié avec les accusés.

Vidal Lascano a soutenu l'action pénale contre Alí, Cornejo et Puga, mais n'a pas donné suite aux plaintes contre l'ex secrétaire pénal Carlos Otero Alvarez et les ex avocats-défenseurs officiels Luis Eduardo Molina et Ricardo Haro.

Gonella a critiqué cette décision rappelant que les témoins de la UP1 étaient emprisonnés par des juges, secrétaires, et défenseurs officiels « alors qu'un militaire les visaient avec un FAL dans la nuque ». "Une affaire très importante, puisqu'ici les juges étaient compromis ».

El Correo d'après [Página 12](#), 12 avril 2011

[\[Contrat Creative Commons\]](#)